

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

L'HUMANITÉ ROUGE
A « TRIBUNE LIBRE » sur FR3

Le mercredi 10 mai à 19 h 40

Sur le thème :

« LES MILITANTS
MARXISTES-LÉNINISTES
S'ADRESSENT AUX MILITANTS DU PCF »

Discutez-en autour de vous et organisez une
écoute collective.

Pourquoi nous nous adressons aux militants du PCF ?

Voilà bien des années que nous nous adressons inlassablement aux militants du PCF que nous côtoyons à l'usine, dans notre quartier, à la campagne. Nous n'avons jamais cessé de vouloir confronter nos idées, nos opinions, notre stratégie. Mais voilà qu'aujourd'hui, nous décidons de mener une véritable campagne en leur direction. Quelle en est la raison ?

Depuis l'échec des dernières élections, les travailleurs, et tout particulièrement les ouvriers adhérents ou sympathisants du PCF, sont encore plus nombreux à se poser des questions. Ils s'interrogent davantage et de façon plus précise non plus seulement sur le fonctionnement de la démocratie mais aussi sur la stratégie même de leur parti.

Ce parti, ils y ont adhéré dans l'idée de mieux se battre contre le capitalisme, d'asséner de rudes coups au pouvoir et au gouvernement Giscard-Barre et de faire triompher leur volonté de changement qui ne se satisfait guère du régime d'oppression et d'exploitation.

Or, que constatent-ils ?

En 1972, pour justifier la signature du Programme commun avec le Parti socialiste, ils ont entendu dire qu'il avait changé. Eh bien, eux qui ont eu bien souvent des réticences s'aperçoivent aujourd'hui que leurs appréhensions étaient fondées. Le Parti socialiste n'a jamais cessé d'être par sa ligne et sa direction qu'un parti réformiste. Sa conduite n'a rien d'étonnant.

Face aux coups du pouvoir, leurs dirigeants se montraient plus favorables à inciter à la négociation immédiate qu'à la lutte. Ils ne manquaient jamais une occasion pour souligner qu'il y avait plus simple que la lutte pour obtenir leurs revendications : « Bien voter ». Ils ont voté à gauche et pourtant c'est le plan Barre III qui est là aujourd'hui.

La stratégie du PCF tendait à convaincre depuis des années qu'avec le « Programme commun » la victoire serait facile, et pour ainsi dire, coulerait de source. Or en 1973, 1974, 1978, pour ne parler que des plus importantes, les élections ont passé et la droite a toujours gardé le pouvoir.

Comment se pourrait-il qu'ils ne se posent pas de questions ! A ces questions, Marchais n'a opposé que des étiquettes, les qualifiant suivant le cas de « spécieuses », de « faiblesse politique », de « dérapage de la pensée » et autres amabilités du même genre. Lui, Marchais, il a réponse à tout, raison sur toute la ligne, il n'a aucune erreur à se reprocher et se montre déterminé à avancer sur la même voie, à poursuivre cette stratégie qui n'a pourtant amené que des échecs.

De telles réponses ne peuvent que faire redoubler de force les questions que se posent militants et sympathisants du PCF. Voilà pourquoi nous voulons particulièrement nous adresser à ces camarades aujourd'hui. Nous sommes de la même classe. Nos intérêts fondamentaux sont les mêmes. En répondant à leurs questions, en apprenant auprès d'eux qui veulent aussi en finir avec le capitalisme, en leur expliquant notre stratégie, c'est l'unité de cette classe que nous construisons.

Violée, une lycéenne se suicide



De plus en plus de femmes s'organisent dans la lutte décidées à ne pas être des victimes passives de l'oppression.

Une jeune lycéenne algérienne s'est suicidée dans la nuit de samedi à dimanche à Soissons. Agressée le jeudi précédent par un de ses voisins, un Portugais de vingt ans au chômage, elle avait porté plainte le lendemain.

Le substitut du procureur avait alors inculpé le jeune homme d'attentat à la pudeur, avec violences mais n'avait pas retenu la tentative de viol et il n'y avait pas eu d'information ouverte. Rentrée chez elle, la jeune fille voyait son agresseur venir la narguer à son domicile. Il semble bien qu'elle se soit suicidée parce que ni la justice ni sa famille ne semblaient accorder de crédit à la tentative de viol.

« On ne m'a pas cru ça ne sert à rien de mentir maintenant, je ne voudrais pas passer pour ce que je ne suis pas » a-t-elle écrit dans une lettre qu'elle a laissée avant de se suicider.

L'autopsie pratiquée jeudi matin et dont les résultats n'ont pas encore été publiés officiellement confirmerait que la jeune fille a absorbé un mélange de barbituriques et d'eau de javel. Ce suicide confirme qu'il y a beaucoup à faire encore pour reconnaître le viol comme un crime et obliger policiers et juges à prendre au sérieux les plaintes portées pour viol. On sait que bien souvent les commissaires mettent beaucoup de mauvaise volonté à accepter de les enregistrer et font subir auparavant des interrogatoires humiliants aux jeunes filles et aux femmes qui viennent déposer une plainte. Il y a quelques jours c'est faute de pouvoir réunir la somme d'argent nécessaire pour se faire avorter qu'une jeune fille de quinze ans s'est également suicidée, dans le Val de Marne. Décidément l'oppression de la femme n'est pas un vain mot dans

notre société « libérale avancée ». C'est pourquoi aussi la lutte et la mobilisation

des femmes pour leur émancipation deviennent de plus en plus une réalité.

Sud-Liban

L'OLP recherche les agresseurs des «casques bleus» français

Plusieurs « Casques bleus » français ont été blessés et l'un d'eux a été tué, il y a quelques jours, lors d'une embuscade dans laquelle sont tombées deux patrouilles françaises.

Le colonel Salvan, chef du contingent français, gravement blessé aux jambes et à la hanche, a immédiatement été transporté par les responsables de l'OLP dans un hôpital où il aurait

déjà été opéré à deux reprises. Le commandant palestinien, Tamraz, qui l'accompagnait a succombé à ses blessures. Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP, a ordonné hier l'arrestation et la comparution devant une cour martiale de tous ceux qui ont participé à cette embuscade. Des unités de la police militaire de l'OLP ont convergé dès jeudi sur Tyr pour procéder aux recherches.

Brejnev en Allemagne de l'Ouest

Tirer les marrons du feu

Brejnev est actuellement, du 4 au 7 mai, en visite officielle en Allemagne de l'Ouest. Maintes fois repoussée, cette visite ne suscite guère d'enthousiasme dans les milieux dirigeants de Bonn.

Elle survient, et ce n'est sans doute pas un hasard, à un moment où les relations entre la RFA et les USA sont en crise : la semaine dernière, Schmidt, déjà fortement irrité par la renonciation de Carter à la bombe à neutrons, lançait des critiques publiques à l'adresse du président américain. C'est là un fait nouveau. Jusque là, Bonn, dont la stratégie militaire repose entièrement sur le « parapluie nucléaire » américain, s'était pratiquement abstenu de toute critique à l'égard de Washington.

LA QUESTION DE BERLIN-OUEST ET DE LA RDA

Il y a d'abord la question de Berlin-Ouest, territoire doté d'un statut juridique particulier. Depuis quelque temps, l'URSS multiplie les pressions pour entraver les liaisons entre Berlin-Ouest et la République fédérale, alors qu'elle les avait reconnues dans les accords de 1971. Elle veut faire de Berlin-Ouest un objet de marchandage.



Parade des troupes d'occupation russes en Allemagne de l'Est.

ment, les sociaux-impérialistes ne voient pas cela d'un bon œil. Ils ont peur que ces « relations spéciales » n'aggravent la crise idéologique et économique que traverse actuellement la RDA. Et les concessions multiples de Schmidt, notamment sur le plan financier, ne dissipent pas leurs inquiétudes.

PROBLEMES ECONOMIQUES

A ces questions politiques s'ajoute la morosité des grands magnats de l'industrie ouest-allemande. Le premier accord URSS-RFA de 1969 avait fait naître

en eux l'espoir de débouchés importants. Les cinq années suivantes, les exportations ouest-allemandes triplèrent : les grandes entreprises ouest-allemandes s'étaient empressées d'accorder crédits sur crédits à l'URSS. Mais depuis, c'est la stagnation.

MESURES EXCEPTIONNELLES DE SECURITE

La visite de Brejnev est entourée de mesures exceptionnelles de sécurité. Jusqu'au dernier moment, le programme de Brejnev a été tenu secret. L'état de sécurité No 1 a été

décreté dans tout le pays et les unités spéciales de la police ont été mobilisées. Et cela n'est pas pour protéger l'état de santé précaire du maître du Kremlin. Les autorités de Bonn ont peur de manifestations hostiles à l'expansionnisme soviétique.

Le Parti communiste d'Allemagne (KPD) a d'ailleurs fait connaître son intention d'accueillir comme il se doit le chef de la superpuissance soviétique. Et on se souvient qu'en 1973 déjà, lors de la précédente visite de Brejnev en RFA, de puissantes manifestations des marxistes-léninistes avaient contraint les autorités à des changements de programme.



L'entreprise ouest-allemande Mannesmann livre à l'URSS des tuyaux pour la construction d'un pipe-line. En échange, l'URSS vendra à la RFA du gaz iranien 20 % plus cher qu'elle ne le paye à l'Iran.

Nul doute que Brejnev ne fasse tout son possible pour tirer les marrons du feu. L'objet essentiel de sa visite, c'est de faire un grand tapage pour la « détente ». Schmidt donne d'ailleurs à fond dans ce panneau, mais les relations soviéto-allemandes n'en sont pas limpides pour autant.

Il y a aussi le problème de l'Allemagne de l'Est. Schmidt est attaché à développer les relations avec l'autre État allemand, non que l'unité nationale allemande lui tienne spécialement à cœur, mais parce que les capitalistes dont il défend les intérêts y trouvent leur avantage. Évidem-

• Tunisie

L'URSS invite la direction fantoche de l'UGTT Aucun scrupule !

Le 5 avril dernier, l'ambassadeur des nouveaux tsars à Tunis a eu un entretien avec la direction imposée à la tête de l'UGTT par la clique dictatoriale destourienne et l'a invitée à se rendre en Union soviétique à l'occasion du 1er Mai. Que s'est-il donc passé au cours de cet entretien qualifié, pour tromper les masses, d'amical et qui s'est prolongé pendant une heure et demi ?

Qu'a dit l'ambassadeur d'Union soviétique à Tijani Abid (le nouveau secrétaire de l'UGTT) ? Est-ce qu'il lui a transmis la position de la Fédération syndicale mondiale (FSM) qui est dominée par les syndicats soviétiques sur les derniers événements de Tunis ? ou bien lui a-t-il exprimé le soutien de l'Union sovié-

que, en lui indiquant que la condamnation par la FSM de l'arrestation de la direction légitime du UGTT était nécessaire pour ne pas choquer l'opinion démocratique internationale et répondre aux besoins de la propagande extérieure ? Pourquoi donc Tijani Abid a-t-il été invité à visiter l'Union soviétique ? Pour qu'on lui notifie quelle position ? La position de soutien ou la position de condamnation ?

Quoi qu'il en soit, et dans tous les cas, nous considérons cet entretien et cette invitation comme une ingérence caractérisée dans nos affaires intérieures et quelle que soit la position qu'adoptera l'Union soviétique, la politique à double face suivie par les nouveaux tsars aura été démasquée et ne trompera plus la classe

ouvrière et le peuple tunisiens.

Cet entretien et cette invitation entrent dans le cadre des complots de l'Union soviétique contre notre patrie surtout après que l'Afrique soit devenue une des régions privilégiées dans son offensive stratégique contre les USA et pour l'encerclement de l'Europe.

Ainsi, l'Union soviétique qui s'ingénie à cacher son infiltration impérialiste sous le manteau de l'amitié et du soutien aux mouvements de libération nationale se trouve obligée parfois de jouer cartes sur table et de s'opposer ouvertement à la lutte des peuples, comme elle l'a fait à l'égard des peuples cambodgien et érythréen. Et la voilà aujourd'hui tendant ses mains souillées du sang des travailleurs et des peuples de Somalie et d'Ery-

thrée et autres à des individus imposés par les chars de Farhat et la milice de Sayah contre la volonté des travailleurs. L'Union soviétique ne se gênera pas par cette attitude opposée à notre peuple pourvu que cela lui permette de s'infiltrer dans notre pays.

Quant à Sayah et ses acolytes qui ont prétendu que la direction légitime de l'UGTT était « liée à l'Union soviétique », comment vont-ils justifier l'attitude des Soviétiques à leur égard ? Ou bien sont-ils prêts, pourvu qu'ils restent au pouvoir, à accepter n'importe quel soutien extérieur même au prix de l'aliénation de l'indépendance de notre pays et de l'infiltration de tel ou tel impérialisme ? Article paru dans le numéro spécial du 1er mai du journal « El Amel Tounsi ».

• Espagne

Les grèves se succèdent en ce moment en Espagne. L'enseignement est particulièrement touché. 90 000 instituteurs de l'enseignement primaire sont en grève depuis le 18 avril. Ils exigent essentiellement une augmentation de 5 000 pesetas (300 F) par mois. Mercredi, 2 500 professeurs de l'enseignement secondaire se sont mis en grève pour trois jours dans quarante-cinq provinces espagnoles. Ils réclament une augmentation mensuelle de 3 000 pesetas (240 F), l'accélération des formalités de nomination définitive et l'assouplissement des conditions de transport vers d'autres établissements.

• Iran

Plusieurs universités de Téhéran ont été presque totalement paralysées par l'agitation étudiante au cours des derniers jours.

Une manifestation de 2 000 étudiants de l'université de sciences et de technologie protestant contre la présence de gardes dans l'enceinte de l'université a été dispersée dimanche et un enseignant a été blessé.

Au cours de la semaine, les étudiants en Économie ont boycotté leurs cours et exigé la réintégration d'étudiants expulsés.

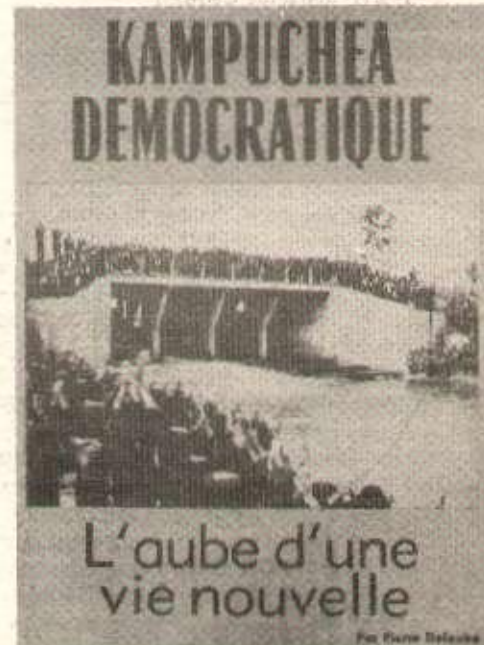
• Chine

La Ligue des Jeunes Communistes tiendra en octobre prochain son premier congrès depuis douze ans. Il s'agira du 10^e congrès de la Ligue qui compte 48 millions de membres.

Les tâches du congrès seront :

- Déterminer la politique et les tâches futures de la Ligue.
- Réviser les statuts
- Élire le Comité central de la Ligue.
- Mobiliser tous les membres et les jeunes Chinois pour la réalisation des tâches de tout le peuple.

Une nouvelle brochure est parue



Passer vos commandes à APN-Éditions

BP 279

75 866 Paris Cedex 18

Prix : 10 F



STRASBOURG MEETING AVEC LES FOYERS SONACOTRA EN GREVE

- Pour renforcer la lutte
- Contre la répression et les expulsions avec le
Comité de coordination des foyers Sonacotra en
grève.
Musique arabe et turque - Film - Buvette -
Sandwichs - etc.

SAMEDI 6 MAI
SALLE DE L'ACFT
(Derrière le Tribunal)

LE NUMÉRO 16 DE PROLÉTARIAT VA PARAÎTRE

SOMMAIRE DU No 16

- EDITORIAL - Les résultats des élections
et la lutte contre le révisionnisme.
Jacques JURQUET page 3
- FRONT PAYSAN - Éleveurs intégrés, la firme
Wessafic au banc des accusés.
Michel DOURAT page 8
- Contribution à l'analyse des classes à
la campagne. (Enquête dans un canton de
l'ouest de la France).
Lucien NOUVEAU page 11
- ANALYSE ÉCONOMIQUE - La crise dans la cons-
truction navale.
Par des camarades de St-Nazaire page 21
- 130e ANNIVERSAIRE DU «MANIFESTE» - «Ils
n'étaient qu'une poignée et ils sont allés de
l'avant». Discours de Fernand LEFEBVRE
au meeting de Bruxelles (extraits) page 32
- Discours de Jacques JURQUET
(texte intégral) page 36
- DOCUMENTS DU IIIe CONGRES DU PCMLF
- Salut aux partis frères page 2
- Communiqué page 39
- Rapport politique page 40
- Situation internationale page 43
- La situation en France et les tâches
du parti page 55
- Un seul parti marxiste-léniniste
en 1978 page 75
- Résolution sur la pensée-maoïstounpage 78
- INDONÉSIE - «L'ordre nouveau» chancelle !
Pierre DUQUESNE page 80
- Document : déclaration du PKI page 85
- FRONT CULTUREL : John HEARTFIELD, photo-
monteur communiste
Thierry DUFRENNE page 87
- NOTES DE LECTURE - Le groupe Octobre de
Michel Fauré - Marxisme et Algérie de René
Gallissot - Communisme et nationalisme en Al-
gérie d'Emmanuel Sivan - Combat-musique -
Miliciennes des îles de Li Jou-tsing - Histoire
de la Chine moderne des Éditions du peuple de
Changhai page 90

ABONNEZ-VOUS, PASSEZ VOS COMMANDES
A L'ADRESSE SUIVANTE
PROLÉTARIAT
Revue théorique et politique
BP 320
13213 Marseille Cedex 1
CCP : 2130 89 H Marseille
Tél : 16 (91) 90 97 07

NOTRE ANALYSE DU PCF

Dans notre dernière édition, nous avons publié
presqu'intégralement, issu du rapport politique adopté
lors du 3e congrès du PCMLF, le passage concernant l'ana-
lyse du PCF. Ce document a fait l'objet d'un tirage à
part, limité, pour qu'il puisse être diffusé à des camarades
de travail, militants ou sympathisants du PCF. Passez vos
commandes à l'« Humanité rouge » - BP 61 75861 Paris
Cedex 18. Qu'il soit un outil utile dans les discussions.

Pour correspondre
avec le journal appelez au

205 51 10

Où va la gauche ?

Si l'on regarde les événements de cette der-
nière semaine, on ne peut que penser que les deux
partis de l'Union de la gauche se sont encore enga-
gés un peu plus dans des voies qui les séparent l'un
de l'autre.

Il y a eu tout d'abord
la Convention nationale du
Parti socialiste et le dis-
cours de Jospin sur les rela-
tions entre son parti et le
PCF.

JOSPIN :

«La victoire
n'est donc
jamais possible»

Le discours de Jospin,
accepté par la Convention
du PS, comporte trois idées
qui prennent toute leur va-
leur aujourd'hui.

Premièrement : « Même
si nous avons souhaité et
parfois cru le contraire, il
est clair que la gauche,
divisée au point où elle
l'était, ne pouvait gagner les
élections ».

Il rejette bien sûr la res-
ponsabilité de cette division
sur le PCF. Mais il va plus
loin. Il dit, et c'est la deu-
xième idée que nous relè-
verons : « Si le PS est trop
faible, notamment électora-
lement, la gauche ne peut
en France être majoritaire.
Si le PS est trop fort, selon
les critères du PC, le Parti
communiste s'oppose au
succès de l'union. La victoi-
re n'est donc jamais possi-
ble ».

« Jamais possible », voilà
un langage bien contraire à
celui que l'on tenait avant
les élections, monsieur Jos-
pin... Pourquoi dans ce cas
avoir embrigadé des millions
d'électeurs dans cette straté-
gie d'Union de la gauche ?

L'attitude des dirigeants
du PS est la même que celle
des dirigeants du PCF : pour
éviter de remettre vraiment
en cause la stratégie électo-
raliste qui est la leur, ils
rejetent sur le partenaire
d'hier la responsabilité de
l'échec.

Mais cela amène toute-
fois le PS à relever une ques-
tion importante. Voici la
troisième phrase importante
du discours de Jospin : « Il
faut constater que malgré
les critiques émises sur cer-
tains aspects de la réalité des
pays de l'Est, la reconnais-
sance du caractère authenti-
quement socialiste de ces
pays n'a pas jusqu'ici été
mise en doute (par le PCF).
Or, il semble bien que le
PC d'Union soviétique ait
opéré un durcissement idéo-
logique non seulement à l'é-
gard de la social-démocratie
internationale, mais aussi à
l'égard du Mouvement com-
muniste européen ».

C'est une idée que nous
avons déjà commentée dans
nos colonnes au lendemain
de la rupture de l'Union de
la gauche en septembre der-
nier. Nous avons présenté
en exclusivité à nos lecteurs
une circulaire interne du PS
qui donnait comme raison
secondaire de l'échec de la
réactualisation du Program-
me commun les pressions
de l'URSS sur le PCF.

L'URSS voudrait-elle que
les dirigeants du PCF lui
donnent plus de garanties
avant d'arriver au pouvoir
en France ? Nul ne peut
éluder cette question. On
sait que les dirigeants russes
voient d'un mauvais œil les
partis eurocommunistes,



Rocard, l'homme plein d'ambition qui rêve de prendre la place de
Mitterrand et même de Giscard.

même si ceux-ci restent liés
à l'URSS.

MARCHAIS :

«L'Union de la
gauche se fera
par le bas»

La Convention nationale
du PS a donc concrétisé
une idée présente au sein
des rangs de ce parti de-
puis quelques temps et dont
Rocard est le porte-parole le
plus zélé : le PS ne veut
plus, à l'heure actuelle tout
au moins, d'une alliance
avec le PCF.

Rocard n'est-il pas allé
jusqu'à déclarer à Euro-
pe 1 : « Finalement, le PCF
ne sert à rien ». Il reprend
ainsi une idée de Jospin :
une alliance avec le PCF ne
peut amener la victoire de la
gauche.

Quant au courant du PS,
le plus proche du PCF, le
CERES de Chevènement, il
n'a pas voté contre le rap-
port Jospin, il en a pris
acte en refusant de voter.

Face à cette réalité, Mar-
chais continue de répéter
que son parti n'a pas, lui, de
stratégie de rechange. Il
faut, dit-il, faire l'Union de
la gauche. Devant le refus
du PS, comment y arriver ?

Reprenant l'idée de cer-
tains contestataires du PCF
(Molina et Vargas par exem-
ple) Marchais a repris dans
une conférence cette semai-
ne une idée que nous avions

déjà relevée dans son der-
nier rapport au Comité Cen-
tral : « C'est à partir des
luttres quotidiennes, dans
leur diversité, c'est dans l'ac-
tion « en bas » rassemblant
tous ceux qu'elle concerne
que se réalisera l'Union de
la gauche la plus solide et
la plus durable dont notre
peuple a besoin pour aller
de l'avant ».

La même stratégie donc,
mais un peu « modérée ».
Avec un peu de langage mar-
xiste, sur le thème « Unité
à la base et dans l'action ».
Rappelons tout d'abord un
fait : au début de la signa-
ture du Programme commun,
en 1972, il était déjà ques-
tion de faire des comités
d'union à la base. Jamais,
ils ne purent voir le jour.

Pourquoi : parce qu'il ne
suffit pas de parler d'unité
ou d'union pour qu'elle se
fasse. Il faut avant tout dé-
velopper une ligne politique
qui permette, qui impulse,
qui serve l'union.

Or, le Programme com-
mun, programme électora-
liste de réforme du capitalis-
me, n'offre pas une telle
perspective, de par sa nature
même. C'est tout au plus un
recueil de promesses pour
chaque couche et classe de
l'électorat. Le résultat, cha-
cun a pu le voir de 1972
à 1978. Nous ne pensons
pas que cette proposition de
Marchais puisse mobiliser à
nouveau ceux qui viennent
d'être échaudés une fois de
plus, les 12 et 19 mars.

L'Union de la gauche ne
serait-elle plus, dès lors,
qu'un souvenir historique
particulièrement désagréa-
ble ? Pourquoi pas ?

A la télévision, mercredi 10 mai à 19h40 sur FR 3

Les militants marxistes-léninistes s'adressent aux militants du PCF

C'est le thème de l'émission de télévision « Tribu-
ne libre » à FR3 le 10 mai à 19 h 40. C'est aussi celui
de la campagne que nous avons décidée de mener en
direction des militants et sympathisants du PCF. Les
questions qu'ils se posent avec davantage d'acuité
depuis la polémique PC-PS en automne dernier,
l'échec des élections législatives n'ont fait que les
rendre plus fortes. Or ces questions concernent toutes
plus ou moins, de près ou de loin, la stratégie de leur
parti. Ils n'en sont pas satisfaits et s'interrogent sur
une stratégie et une voie qui permettent de lutter
efficacement aujourd'hui contre le gouvernement
Giscard-Barre et d'en finir un jour, le plus tôt pos-
sible, avec le régime capitaliste d'exploitation et
d'oppression.

Ces questions, il est donc de la plus haute impor-
tance que nous en discutons avec eux. Nous leur
proposons de les examiner ensemble et d'examiner les
réponses claires que nous apportons. Dans toute la
France, nos amis, les lecteurs, nos militants vont donc
chercher le dialogue le plus ouvert possible avec les
militants et sympathisants du PCF, partout où ils
travaillent et habitent côte à côte.

Le 10 mai, sur FR3, c'est aussi dant toute la Fran-

ce, pendant un quart d'heure seulement il est vrai,
que nous pourrions nous adresser à eux. Nos porte-
parole seront trois militants marxistes-léninistes :
Alain Castan, membre de la direction politique de
l'Humanité Rouge, Georges Hilaire, militant ouvrier
qui apportera de vivants témoignages sur les luttes
que mène la classe ouvrière et travers lesquelles se for-
ge son unité, enfin Claude Liria, journaliste de l'« Hu-
manité rouge ».

Il n'est guère fréquent que les marxistes-léninistes
puissent ainsi s'exprimer devant les téléspectateurs.
C'est pourquoi nous vous demandons, amis, lecteurs,
et camarades de faire connaître largement autour de
vous cette émission. Invitez vos amis, vos connais-
sances, tout particulièrement bien sûr les militants du
PCF que vous connaissez à les regarder. Vous pour-
rez ensuite en discuter avec eux. Si vous avez la pos-
sibilité de la regarder ensemble et d'en discuter en-
suite collectivement, bien sûr c'est encore mieux.
De toute façon, ne manquez pas de nous envoyer
les remarques qui auront été faites au sujet de nos
positions et faites savoir également que nous com-
mençons le lendemain de cette émission une série
d'articles destinés tout particulièrement à approfondir
nos réponses aux militants du PCF.



● Broly-Ylor (Lambersart-Nord)

Le toit s'effondre sur les ouvriers

Bilan: 2 morts-8 blessés

Une grande bâtisse, une grande porte cochère au-dessus d'une enseigne « Jambons Ylor » très discrète. Rien de bien remarquable, tout semble continuer à tourner normalement et pourtant, hier matin, 10 ouvriers se sont faits écraser par la toiture. Bilan : deux morts, huit blessés dont quatre grièvement.

« Je suis entrée dans la salle des jambonniers hier un peu après 10 h. Le directeur était là, le nez en l'air.

J'ai pensé : qu'est-ce qu'il fait, il regarde les mouches et j'ai vu de l'eau s'écouler par endroits du plafond. On aurait dit qu'il commençait à pleuvoir. Cela m'a intriguée, sans plus. Je suis sortie pour aller dans une autre salle quand soudain, j'ai entendu comme un formidable craquement d'orage. Je me suis précipitée. Par le milieu, le toit, plus exactement la plate-forme s'était

cassée, des gerbes d'eau se précipitaient par l'ouverture et puis tout s'est effondré, on aurait dit un bombardement ».

Voilà ce que raconte une ouvrière.

Maintenant, comme on dit, l'expertise est en cours. Il n'est pas besoin d'être expert pour voir que l'entreprise est vétuste. Derrière la façade anodine, cela ressemble plus à un vieux hangar qu'à une entreprise de salaison, où travaille une centaine de personnes. La construction date d'avant-guerre et les murs sont rongés par l'humidité qui règne dans les entreprises de charcuterie-salaison. L'ascenseur ne marche plus depuis un an et le monte-charge est protégé par une espèce de barrière branlante qui tient par miracle. Rien d'étonnant dans un tel décor à ce que les conditions de travail soient particulièrement pé-



Dans tous les pays capitalistes, les accidents du travail sont monnaie courante. Et toujours, on invoque la fatalité...

nibles. « On n'arrête jamais pos de 7 h du matin à 7 h 30 une minute sauf pour le re-

Ici, on fait aussi bien des plats préparés que de la charcuterie sous vide, des pâtés, des jambons. Moyenne des salaires : 10,06 F de l'heure. « Des heures à désosser pour certains, à hâcher pour d'autres ou à empiler des caisses et des caisses de viande, toujours debout on marche en traînant des pieds à tout petits pas. Forcément, ça glisse avec tout ce gras et les chutes sont nombreuses. Pas question de se plaindre : ça ne saigne pas, nous disent les chefs, c'est le principal ». « Les primes ? C'est selon la tête du client, des femmes qui manient une commande de 200 jambons pesant en moyenne 7 kg qui les pèsent un par un auront une prime mensuelle de 10,20 F. Quand on arrive à 50 F, c'est vraiment une aubaine ».

Dès l'après-midi, mardi, le travail a repris, comme dit un membre de la direction : « Nous faisons tout

notre possible pour honorer les commandes et éviter le chômage technique ».

Tout ça, au milieu des décombres. Mieux encore, ce matin mercredi, les ouvriers ont dû commencer à 6 h au lieu de 7 h pour « rattraper le temps perdu ».

Il ne faudra pas qu'on vienne dire que cet accident est dû à la fatalité. C'est la recherche du profit maximum au mépris de la sécurité et des conditions de travail des ouvriers qui est la seule cause. La construction était en matériaux légers. Ces jours derniers, il avait beaucoup plu et les poutres se sont brisées comme un vieux bout de pain.

DERNIERE MINUTE : Aux deux morts sur le coup, dont un travailleur immigré, mauritanien, il faut aujourd'hui ajouter deux autres travailleurs décédés au centre hospitalier régional de Lille.

Correspondant HR

UD-CFDT Savoie

Au service des travailleurs ou du patronat ?

La lutte qui se déroule actuellement dans les syndicats, et en particulier à la CFDT, oppose les ouvriers et militants combattifs qui désirent sincèrement en découdre avec les capitalistes et une minorité pour qui l'action syndicale n'est qu'un moyen parmi d'autres pour tenter d'inféoder la classe ouvrière aux partis de gauche.

Nous avons reçu une lettre de notre correspondant de Chambéry qui nous parle de la lutte que doit mener la section CFDT-Carrefour contre les dirigeants de l'UD-CFDT (membres du CERES, aile prétendument de gauche du PS).

La section CFDT-Carrefour (Chambéry) du syndicat du Commerce de Savoie a pu s'apercevoir que les tenants de l'Union de la gauche au sein de l'UD faisaient du travail de démolition à son égard.

En effet, plusieurs militants de base ont été envoyés en stage syndical, appelé stage de formation. L'éducation y est donnée par des pontes du CERES et c'est plus de la « déformation » qui est faite qu'autre chose.

Le cas s'est produit à Albertville où une militante

s'est trouvée déposée par les dirigeants de l'UD : ils ont « monté » une stagiaire de la façon suivante : « Bon, maintenant, c'est toi qui dirige le syndicat, tu n'as qu'à dire à l'autre de déguer ».

UNE SECTION COMBATIVE

Mais, vis-à-vis de la section Carrefour, la situation n'est pas la même. Le syndicat mène une très dure lutte contre le patron, ainsi que contre la Confédération autonome du travail (CAT), syndicat-croupion du patron et l'Action ouvrière et professionnelle (AOP) de Chirac qui se monte clandestinement avec les résidus du Service d'action civique (SAC).

Pour comprendre les con-

la section Carrefour est une des plus grosses sections du syndicat du Commerce de Savoie.

Or, la section a de clairs objectifs de lutte sur le manque d'effectifs, les congés-maladies, les accidents, les congés payés, le passage des temps partiels à temps plein, contre les pressions des petits chefs sur les employés et contre les vexations pratiquées à l'encontre des femmes. Et la section se renforce.

Les attaques des dirigeants de l'UD contre la section ne sont pas nouvelles : ainsi, un militant avait dû quitter l'UL devant le matraquage des « fonctionnaires » de l'UD. Ce militant était marxiste-léniniste.

Cette fois-ci, les dirigeants de l'UD ont entrepris de bureaucratiser la section, sous couvert de démocratie et d'élargissement des responsabilités (nomination de secrétaires à tout propos), ceci dans le but de mieux contrôler la section, d'y faire passer la ligne électoraliste de la Confédération et

de faire appliquer les décisions bureaucratiques des dirigeants de l'UD.

DES STAGES DE « DÉFORMATION »

Autre exemple : au retour du prétendu stage de formation syndicale, trois camarades reviennent tout gonflés et critiquent tout. Mais quand on leur explique la réalité concrète, ils sont désemparés et ne font plus rien dans la section. Voilà où mène le travail de sape de certains responsables syndicaux.

C'est pourquoi la section a décidé de ne plus envoyer de travailleurs en « déformation syndicale » dans ces conditions. Elle pense qu'elle en a déjà assez du patron, sans avoir à subir les coups bas des dirigeants de l'UD. La section a décidé de faire un patient travail d'explications vis-à-vis des camarades trompés pour leur permettre de reprendre le combat syndical et ainsi renforcer la section.

Correspondant HR

10 jours de grève à Carling (Moselle)

Les cent ouvriers du parc à charbon de la centrale thermique Emile Huchet des Houillères du bassin de Lorraine de Carling (Moselle), qui réclament un changement de classification, ont entamé, mercredi, leur dixième jour de grève.

Les négociations de mardi entre la direction des Houillères du bassin de Lorraine et les représen-

tants syndicaux CGT, CFDT, FO et CFTC n'ayant pas abouti à un accord, les ouvriers ont décidé de poursuivre le mouvement.

La production de la centrale Emile Huchet, qui est en moyenne de 12 à 15 millions de KW/jour est tombée à environ 4 millions de KW/jour, soit une diminution d'environ 60 % de la production journalière.

Non à l'évacuation

Le tribunal de grande instance de Poitiers vient d'ordonner l'évacuation des 117 ouvriers de l'usine Merceron (cuves métalliques) à Chatellerault, qui occupent l'entreprise depuis quinze jours.

Les grévistes entendent s'opposer au licenciement collectif décidé par la direction à la suite de « difficultés économiques entraînant la cessation d'activité de l'entreprise ». Les ouvriers refusent de quitter les lieux.

Quelques chiffres sur la grève à la RATP

D'après la direction de la RATP, cinq cents bus auraient manqué mercredi sur le réseau parisien du fait de la grève des conducteurs.

Neuf dépôts étaient en grève ce jour-là, les conducteurs ont décidé de suspendre leur mouvement au cours de ce week-end de l'Ascension. La grève doit reprendre lundi et

on peut s'attendre à ce qu'elle s'étende encore pour la satisfaction des revendications.

Quant aux provocations de la direction RATP qui menace de sanctionner les agents grévistes, notamment ceux du dépôt de Pleyel, elles n'auront vraisemblablement comme effet que de renforcer le mouvement et sa combativité.



• Dijon Jacquet (Pont de Bezons-95) 11e jour de grève

Agressions patronales contre les grévistes

Depuis le 24 mai, les ouvriers et ouvrières de la Boulangerie industrielle Jacquet (95 - Bezons) sont en grève. Ils exigent :

— Une augmentation générale des salaires de 5 % (beaucoup d'ouvriers ne gagnent pas le SMIC).

— Le retour aux 40 h, sans perte de salaire (actuellement, les semaines avoisinent les 45 h, 48 h même).

— Une prime de vacances et la 3e semaine de prime de fin d'année sans pénalité pour maladie, accident de travail ou fait de grève.

Chez Jacquet, les conditions de travail et la répression offrent de grandes ressemblances avec celles du bagne capitaliste Citroën : cadences accélérées, tricherie sur le paiement des heures supplémentaires, répression syndicale, encadrement fascisant.

Un exemple : le travail se fait en 3/8 et sur ces huit heures consécutives, les ouvriers et ouvrières n'ont droit qu'à 1/4 d'heure de pause. Les « boulangers » qui travaillent aux fours (à la « cave » comme disent les travailleurs), donc au poste le plus dur, n'y ont pas droit du tout.

Devant ces conditions d'exploitation et de répression, 90 % des ouvriers (immigrés pour la plupart) dont la moitié de femmes se sont mis en grève, autour de leur section CGT.

A la grève, la direction a répondu par des provocations et des agressions con-

tre les travailleurs.

Lundi 24 avril, unis sur la plate-forme revendicative commune aux trois usines en grève de Bezons, du Blanc-Mesnil (93) et de Marseille, les grévistes qui occupent l'usine demandent à négocier. Le patron, Joulin, refuse.

Puis le mardi 25 avril, le patron invite les délégués CGT à sortir de l'usine pour discuter. Il ne s'agit en fait que d'une ruse par laquelle Joulin va montrer tout son mépris et toute sa haine de classe contre les travailleurs. En effet, à peine les délégués et les grévistes qui les suivent sont-ils sortis sur le trottoir que Joulin fait fermer les portes de l'usine derrière eux par la maîtrise, les gardiens et des flics en civil. Au même moment, il fait lâcher des chiens-policiers dans la cour de l'usine. Il est alors prêt à discuter, ce que les grévistes refusent.

Le mercredi 26 avril, il fait foncer un chauffeur non-gréviste contre le portail tenu par les grévistes. Un gréviste doit être transporté à l'hôpital. Motif invoqué par la direction : « Il pleut, ça glisse ! ».

Au Blanc-Mesnil, la même tactique criminelle a été utilisée contre les grévistes, avec le même résultat, et là, il ne pleuvait pas.

A signaler qu'à Bezons, comme au Blanc-Mesnil, le service de « gardiennage » a été renforcé de trois membres de la CSL (ex-CFT) sous les ordres du dénommé Cohen, haut responsable de l'UFT (Union française des Travailleurs) et branche de

l'ex-CFT).

Toute la maîtrise a choisi le camp du patron en refusant toute participation à la grève.

Enfin, depuis mardi 25 avril, la direction fait tourner l'usine avec des intérimaires, embauchés pour casser la grève.

A Bezons, devant l'usine, installés dans un car prêté

par la mairie, les grévistes poursuivent la lutte.

Car comme le dit un ouvrier : « Si Joulin peut payer des chiens, des nervis, des intérimaires, il peut payer notre augmentation ! »

Correspondant HR après entretien et discussion de l'article avec les grévistes.

La CGT parle de « graves divergences » avec le syndicat tchécoslovaque

La CGT fait état dans une déclaration publiée mercredi de « graves divergences » qui l'opposent aux syndicats tchécoslovaques et qui sont apparues lors d'une entrevue entre deux délégations à Prague, le 19 avril dernier, à l'occasion du 9e congrès de la FSM.

« Les syndicats tchécoslovaques considèrent comme justifiées des sanctions professionnelles sur une base politique », déclare la CGT qui exprime son « complet désaccord avec une telle position » et qui précise qu'elle « l'a fait savoir nettement » à ses interlocuteurs.

« Une société socialiste développée », ajoute-t-elle,

doit garantir des droits de l'homme très supérieurs à ceux reconnus dans le régime capitaliste et, ceci, dans tous les domaines : droits économiques, sociaux, politiques, libertés de pensée, d'expression, de mouvement et sur tous les plans tant individuels que collectifs ».

« Conformément à la Déclaration universelle des droits syndicaux, adoptée par le 9e congrès de la FSM, nul ne doit pouvoir être lésé dans son travail du fait de ses opinions politiques et le rôle des syndicats est de veiller au respect, pour tous, de ces droits, et non de souscrire à leur négociation » conclut la CGT.

Région de Lyon

MOUTIERS (SAVOIE) MENACE SUR L'EMPLOI A PUK

La direction vient d'annoncer l'arrêt de la production de Ferrochrome suraffiné pour le 4 juillet. La production ne devrait reprendre que « pour satisfaire les commandes » soit 5 mois sur 12.

SIX-CENTS EMPLOIS MENACÉS DANS LE TEXTILE

Suite à ses démêlés avec Rhône-Poulenc-Textile, le groupe ASA-ARCT vient de menacer de supprimer 600 emplois :

- 245 à Troyes avec la fermeture de l'usine Triconit.
- 235 à Valence (Drôme) du fait du transfert de l'usine à ACBF à Roanne, plus ceux qui sont employés par le sous-traitant SEMATEX à Largentière.
- Annulation de la création de la SOTEXA à Aubenas (Ardèche) qui devait employer cinquante personnes.
- Plus de nombreuses conséquences sur le réseau de sous-traitants, notamment la SFM (Société française de mécanique) qui emploie soixante personnes à Annemasse (Hte-Savoie).

LICENCIEMENTS A LA SEFAMEC

Menace de 120 licenciements à la Sefamec (ex-Compresseurs Bernard) à La Talaudière (Loire). Cette entreprise fabrique des chemises de moteurs.

ÉCHEC RELATIF DE LA CAMPAGNE STOLÉRU SUR RHONE-ALPES

Seulement 0,6 % des travailleurs immigrés (1 197) ont « accepté » le piège de « l'aide au retour ». C'est sans doute pourquoi il est de plus en plus fait appel aux flics pour procéder à des expulsions aussi sommaires que gratuites...

L'Humanité Rouge

Stoléru prépare la répression

NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES GREVISTES DE LA SONACOTRA



LORENT
SAMEDI 11 FEVRIER
Rassemblement régional de l'Humanité rouge

PARIS 196
LES OUVRIERS DE PHYLOR
OCCUPENT
ARTICLE PAGE 8

DANS CE NUMÉRO
4 PAGES DE L'UNION
OUVRIÈRE ET PAYSANNE
POUR LA DÉMOCRATIE
PROLÉTAIRIENNE

Sur 4 pages ont été publiés
les documents du débat sur
la France rouge

Éditorial
Giscard : une
politique étrangère
incohérente

Le 11 février 1978, à 14 heures, au Palais de la Mutualité, 10 rue de Valenciennes, Paris 10, se tiendra un rassemblement régional de l'Humanité rouge. Le thème de la manifestation sera : « L'Humanité rouge, le journal des travailleurs ». Le rassemblement sera présidé par le correspondant régional de l'Humanité rouge, Jean-Louis Lorient. Les participants seront invités à lire et à discuter de l'article de Jean-Louis Lorient, « L'Humanité rouge, le journal des travailleurs », paru dans le numéro 196 de l'Humanité rouge.

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Adressez-vous à l'« Humanité rouge »
BP 61 75861 Paris Cedex 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D La Source

Le n° 29
de l'Humanité rouge
bimensuel est paru

• Cibié-Angers Sans faiblir...

Suite au licenciement abusif d'un ouvrier professionnel, la totalité des travailleurs débraye spontanément le mercredi 26 avril et depuis, le travail n'a pas repris. L'action continue sans faiblir. Les travailleurs veulent obtenir la réintégration de leur camarade et ne plus subir les arrogances des chiens de garde du patronat. La détermination des grévistes est grande.

De son côté, le patron compte sur le pourrissement de la grève avec le pont de l'Ascension. Mais ici, tous affirment qu'il en sera pour ses frais. Il n'y a pas occupation de l'entreprise. Un huissier est venu constater quatre fois que la « liberté du travail » était assurée.

C'est ce moment qu'ont choisi la maîtrise et les cadres pour fomenter des incidents. Un chef d'entretien allant jusqu'à s'écrouler au milieu des grévistes, prétextant avoir été agressé par des travailleurs. Ils espèrent ainsi reprendre l'initiative et diviser les travailleurs, unis jusqu'à maintenant comme les cinq doigts de la main.

La reconduction de la grève se fait à l'heure de l'embauche devant les portes. Le patron et ses valets vont apprendre que la solidarité ouvrière n'est pas un vain mot.

Les travailleurs de Cibié vaincront !

Correspondant HR avec les travailleurs de chez Cibié

L'Humanité Rouge

BIMENSUEL

1er
M
A
I

**Sortir de l'impasse
C'EST POSSIBLE !**

Informations générales

Télévision

Procès d' Aix-en-Provence

Des femmes traumatisées et déterminées à se battre

Les trois violeurs qui comparaissaient devant la cour d'assises d'Aix-en-Provence, mardi 3 et mercredi 4 mai, ont été condamnés à six ans de prison pour l'un et quatre ans de prison pour les deux autres.

Il y a quatre ans que les trois violeurs avaient commis leur méfait. Quatre longues années qui témoignent du fait que la justice, décidément, n'est pas prête, loin s'en faut, de considérer le viol comme une crime. Il a fallu dans le cas des trois violeurs quatre ans de lutte pour que ce viol soit considéré comme tel.

Initialement, l'affaire devait être jugée par le tribunal correctionnel de Marseille, ce qui revenait à considérer le viol comme un simple délit. Les avocats des deux victimes, Gisèle Halimi et Agnès Fichot, entreprenaient d'obtenir la déclaration d'incompétence du tribunal correctionnel afin que les violeurs passent en cour d'assises à Aix, et que donc, le viol soit jugé comme un crime. En septembre 1975, une première victoire fut obtenue, le tribunal correctionnel étant déclaré incompétent.

UN TRAUMATISME GRAVE ET INDELÉBILE

Que le viol soit un crime, l'état dans lequel se trouve les victimes depuis quatre ans suffit à le démontrer. Une professeur de puériculture dont l'une des victimes fut l'élève a déclaré au tribunal : « Elle était partie en vacances, pleine de vie, d'idéal, vivant pour les autres. Je l'ai vue revenir désemparée, comme un oiseau blessé, et l'avortement qu'elle a dû subir à la suite du viol a été un choc épouvantable pour elle dont le métier est de soigner, d'aimer et de faire vivre des enfants. Ces deux femmes, je

peux vous l'affirmer, elles n'ont plus le bonheur ».

Anne-Marie Touquet et Aracelli Castellano, qui à l'époque étaient âgées de 24 et 20 ans, vivent depuis sous

sont toujours aujourd'hui en état d'anxiété permanente ».

LES DÉFENSEURS :
« QUAND UNE FEMME NE DIT PAS OUI TOUT DE SUITE, CELA NE VEUT PAS DIRE QU'ELLE DIRA NON TOUT LE TEMPS »

Les avocats des violeurs, eux, ont estimé que leurs

procès les causes du viol. Mardi, le président avait empêché des personnalités citées comme témoins, telles que Pierre Emmanuel, écrivain, Florence d'Harcourt, Gisèle Moreau députées, Arlette Laguiller de faire le procès du viol. Tout ceci, pour le tribunal, c'est de « la philosophie, de la morale, de la politique ». « Ce procès est marqué par la ré-



Sur le Cours Mirabeau, mercredi à Aix-en-Provence.

tranquillisant. Comme le témoignage cité l'indique, l'une d'elles fut enceinte après le viol et a dû subir un avortement. Un autre témoin a déclaré : « Quelque chose de très grave a été tuée en elles, peut-être le sentiment d'être une femme. Elles ont vécu un état de choses où le « moi » entre dans une sorte d'abandon et de répression ». Une psychiatre qui avait reçu les deux jeunes femmes après le viol a déclaré qu'elles étaient dans un état proche de celui où l'on pense au suicide. « Elles

clients « très pauvres types, trois illettrés » n'avaient l'intention que de « draguer deux estivantes ». Pour eux, il n'y a pas eu de viol, mais équivoque lorsqu'il s'est agi de savoir si les jeunes femmes étaient ou non consentantes. Cette thèse est précisément celle qu'on met en avant pour justifier le viol. Il est scandaleux que des avocats les utilisent pour défendre des violeurs : « Ils sont de ceux qui croient que quand une femme ne dit pas oui, tout de suite, cela ne veut pas dire qu'elle dira non tout le temps ». Telle est la logique en effet, du violeur qu'ont défendue les avocats.

Gisèle Halimi et Agnès Fichot ont détruit la thèse du consentement des victimes qui se sont défendues en frappant les violeurs à coups de marteau, ce qui est le contraire du consentement. A propos de la thèse du consentement, elles ont indiqué que son utilisation était une régression : « Mais dites-moi, comment une femme qui ne veut pas être violée doit-elle le dire à son agresseur ? N'acceptez-vous que les femmes violées mortes, réduites à l'état de cadavre ? »

FAIRE LE PROCÈS DU VIOL ET PAS SEULEMENT DES VIOLEURS

Le tribunal, lui, a refusé que soient abordées durant le

gression... vous n'avez pas voulu qu'avec nos témoins, nous élevions le débat. Vous n'avez pas permis que ce procès de justice soit révélateur d'un surcroît de civilisation... », a répondu Gisèle Halimi.

Dehors, durant les journées du procès, des manifestations contre le viol ont eu lieu. Des heurts se sont produits entre les femmes et des hommes, parents ou amis des violeurs. Certaines femmes ont mis en cause « l'appel à la répression » et le fait que la demande de passage en assises était « automatiquement assorti de lourdes peines ».

Il est évident que l'action des femmes et des hommes avant celle de la justice est le meilleur moyen de lutte contre le viol. Des campagnes larges doivent être organisées contre lui. Le problème est complexe et on ne peut considérer le viol comme un crime d'une part, et ne pas recourir à la justice. Les procès sont un moyen de mener campagne. Quant à la peine à exiger, la question reste à trancher.

Quoi qu'il en soit, nous devons nous saisir de ce procès pour mener campagne contre le viol dans les entreprises, les bureaux, les quartiers, les lycées. L'information en la matière est très importante.

SAMEDI 6 MAI

A 18 h SUR A 2

« CE JOUR-LÀ, J'EN TÉMOIGNE »
No 4 - L'ÉTÉ 1941

Série racontant l'histoire de la Résistance à travers les témoignages de ceux qui l'ont vécue.

A 20 h 30 SUR A 2

« ÉMILE ZOLA
OU LA CONSCIENCE HUMAINE »
No 3 : CANNIBALES I

Ce troisième volet du film en quatre épisodes de Stelio Lorenzi raconte la suite du procès intenté à Zola. Nous vous recommandons cette émission de très grande qualité qui restitue un moment important de l'histoire politique de la France, en mettant en avant celui qui joua dans cette affaire un rôle capital, sans omettre cependant de nous montrer ses faiblesses. La dernière partie de cette émission sera diffusée jeudi prochain à 20 h 30.

DIMANCHE 7 MAI

A 16 h 35 SUR FR 3

« LA RÉVOLUTION NUCLÉAIRE »
No 4 : L'ATOME PACIFIQUE

Reprise, pour ceux qui n'auraient pu la voir, de la dernière émission de cette série déjà diffusée vendredi soir (Voir HR No 880 du mercredi 3 mai).

A 21 h 30 SUR FR 3

« HISTOIRE DE MAI »

C'est la première d'une série de quatre émissions consacrées par FR 3 à Mai 1968. Elle est construite à partir de documents, d'archives et d'interviews de témoins, notamment : Jacques Chirac, Michel Jobert, Edgar Morin, Alain Peyrefitte (à l'époque ministre de l'Éducation nationale), Daniel Cohn-Bendit et son frère Gabriel, Alain Geismar, Maurice Grimaud (alors préfet de police), Raymond Marcellin.

A 21 h 40 SUR A 2

« CHILI-IMPRESSIONS »
No 4 : MONSIEUR LE PRÉSIDENT

Cette dernière émission de la série de reportages réalisés par José Maria Berzosa est consacrée à Pinochet et son épouse. Comme pour les émissions précédentes, les déclarations du bourreau sont rythmées par un certain nombre de témoignages des proches des victimes. Estimant que cette émission porte atteinte à un chef d'État étranger, Pinochet a engagé une nouvelle action en justice visant à interdire la diffusion de cette quatrième partie du reportage de José Maria Berzosa. Espérons qu'il sera à nouveau débouté et que nous pourrions voir ce président dont l'idéal est l'ordre nouveau et qui pense que seul l'état d'exception assure la tranquillité.

A 22 h 40 SUR FR 3

CINÉMA DE MINUIT « OCTOBRE » (Film d'Eisenstein (1927)).

Eisenstein réalisa ce film pour célébrer le dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre. Bien que n'atteignant pas la perfection de « Potemkine » que nous avons pu voir dimanche dernier, « Octobre » demeure un très grand film. Ça vaut la peine de veiller un peu tard pour le voir si vous n'avez pas trop sommeil.

LUNDI 8 MAI

A 21 h 35 SUR A 2

ALAIN DECAUX RACONTE
« LA MORT DE JAURES »

Face au danger de guerre inter-impérialiste qui grandissait, Jaurès fut l'un de ceux qui luttèrent avec détermination pour s'y opposer. Patriote autant que pacifiste, il pensait que la grève générale pouvait arrêter la guerre si elle avait lieu en même temps en Allemagne et en France. Il fut l'objet des attaques de plus en plus haineuses de la droite réactionnaire : « Nous ne voudrions déterminer personne à l'assassinat politique, écrit Léon Daudet, mais que M. Jaurès soit pris de tremblement ». Son appel fut entendu, et le 31 juillet 1914, Raoul Villain assassinait Jaurès ; la Première Guerre mondiale commençait quelques jours plus tard.

« Tu es tombé du haut de tes 18 printemps »

Devant le collège où je travaille, un jeune ouvrier qui travaillait à la construction d'un gymnase s'est tué en tombant d'un échafaudage. J'ai couru sur les lieux aussitôt...

Avril. Ce matin-là, tu es tombé du haut de tes dix-huit printemps. Dans tes yeux, on a lu l'étonnement, avant que tu ne les fermes pour toujours. La veille, une jeune fille t'a offert des fleurs.

Le sang coule sur les mains rudes de ton camarade qui te tient la tête. Tes amies sont serrées autour de l'échafaudage. Je les deserre doucement. Hélas, c'est fini. Tu gis sans vie

dans une flaque d'eau sur le béton...

Chaque jour, le capital dévore treize vies humaines dans les usines et sur les chantiers de France, hommes, femmes, jeunes ou vieux, célibataires ou pères de famille. Aujourd'hui, il a assassiné un gosse de 17 ans, à l'âge où les enfants des bourgeois sont sur les bancs de l'école et ne risquent pas leur vie sur le front de la production.

Des cancérologues boycotteront le congrès de cancérologie en Argentine

Un contre-congrès pourrait se tenir à Paris

La prise de conscience contre la dictature militaire argentine dans notre pays se renforce pourrait-on dire de jour en jour. Après la campagne pour le boycott de la Coupe du monde lancée par le COBA, campagne qui connaît un écho grandissant, une autre campagne menée dans les milieux scientifiques connaît, elle aussi, un succès qui traduit l'isolement international dans lequel se trouve le régime argentin.

En effet, le 12e congrès mondial de cancérologie doit se tenir en principe à Buenos Aires, capitale de l'Argentine, du 5 au 12 octobre 1978.

Or, de nombreux médecins et chercheurs qui devaient se rendre en Argentine ont décidé d'annuler leur voyage. Cinq cents cancé-

rologues américains ont signifié à l'Union internationale contre le cancer qui organise le congrès qu'ils n'assisteront pas à ce dernier.

En France, le mouvement pour le boycott du congrès atteint les mêmes proportions. 291 cancérologues ont signé une pétition où ils se déclarent

favorables au boycott. De plus, ils ont pris une initiative tout à fait intéressante qui est l'organisation d'un contre-congrès à Paris à la date prévue pour celui de l'Argentine. Parmi les signataires et partisans de ce contre-congrès, on trouve les prix Nobel André Lwoff et François Jacob.

D'autre part, le professeur Schwarzenberg a adressé à 40 000 médecins français une lettre contre-signée par dix-sept personnalités du monde médical parmi lesquelles Paul Milliez, Alexandre Minkowski. Dans cette lettre, les dix-huit signataires dénoncent les horreurs du régime argentin et « les camps de concentration argentins devenus la

seur Denoix qui est aussi le directeur général de la santé.

Les arguments qu'ils utilisent sont qu'un tel congrès peut améliorer la santé du peuple en Amérique du Sud et permettre à la médecine argentine de ne pas rester isolée. Ils sont fortement critiqués par les partisans du boycott. Ceux-ci font prévaloir l'idée qu'étant donnée la situation sanitaire en Argentine et dans toute l'Amérique latine, la lutte contre le cancer est un luxe et n'y constitue pas une priorité, et de beaucoup, sur le plan médical. D'autre part, ceux qui se rendront en Argentine ne verront que ce que la junte voudra bien leur faire voir !

Il est de la plus haute importance que les médecins dans de nombreux pays

Bleu est le ciel argentin

Bleu sera sans aucun doute
Le ciel argentin
Au moment de la Coupe
Quand se déchaînera
L'hystérie collective
Jusqu'au fond des gradins.

Et dans le ciel limpide
Aucun signe, aucun nuage
Ne viendra révéler
La misère terrible
De ce peuple enchaîné
Qui lutte et qui se bat

Où, le ciel sera bleu
Les généraux l'ont décidé ainsi.
Comme le ciel des dépliant publicitaires
Où l'on vous dit
Que le gens sont heureux
Et que belle est leur vie.

Mais bleu est le visage du prisonnier
Que l'on vient d'étrangler
Bleus sont les bras, bleues sont les jambes
Que l'on a frappés
Et que l'on a brisés

Bleue la flamme du chalumeau
Qui brûle les corps sans défense
Livrés aux manies des bourreaux.
Bleue la veine qui cogne
A la tempe du supplicié
Au bord de la folie.

Bleu peut-être aussi son œil
Dilaté par l'horreur
Dans la pièce sinistre
Où retentissent
Les hurlements de sa lente agonie.

Bleue aussi la mer
Où, du haut des hélicoptères
On lâche les cadavres
Que quelques jours après
On retrouve sur la plage.

Bleu, couleur de souffrance,
Couleur du crime et de l'ignominie
C'est la couleur que l'équipe de France
A mission de défendre.
Elle endossera le maillot de l'indifférence
Pour étouffer par le mensonge et par l'hypocrisie
Le cri d'un peuple mutilé.

BOYCOTT DE LA COUPE DU MONDE
DE FOOTBALL EN ARGENTINE !

Une camarade



Répression policière, tortures... Ce n'est pas un vain mot.

réincarnation de "Nuit et Brouillard" ».

Parmi les cancérologues, en France, un certain nombre ont exprimé leur désir de se rendre en Argentine en particulier ceux qui dirigent l'Union internationale de lutte contre le cancer. Celle-ci est présidée par le profes-

s'associent à une campagne contre la dictature argentine. C'est là une très importante action qui devra se concrétiser, espérons-le, dans la tenue d'un contre-congrès international de cancérologie à Paris, lequel constituerait un événement de grande portée.

Une publicité terriblement révélatrice

A l'heure où de nombreuses organisations, journaux, clubs sportifs, condamnent et appellent à boycotter la Coupe du monde de football en Argentine, pays au gouvernement fasciste où la répression et les tortures les plus atroces sont monnaie courante, le journal pour enfants « PIF-GADGET » édité par les éditions « Vaillant » du PCF n'hésite pas à publier dans son dernier numéro un encart publicitaire sous forme de poster :

« JOUE » le nom de la marque « ET PARS EN ARGENTINE AVEC TES PARENTS POUR LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL (III) »

Voilà qui est clair et démasque bien une fois encore le véritable visage du soi-disant « parti communiste », qui ne recule décidément devant aucune ignominie !

Une lectrice



Argentina '78

VOETBAL en FOLTERING

SO. DARITEITS KOMITEE ARGENTINIE NEDERLAND
GIRO 1897254 DEN HAAG

La campagne pour le boycott du « Mundial » se développe en Europe. Ici une affiche d'un comité néerlandais.

Fête de l'Humanité rouge

LE 14 MAI A AGEN
DE 14 h à 23 h, Terrain des Iles

Film, stands, chants basques
Buffet, bal populaire avec URRIA

EXPOSITION
L'ART
DU PAPIER DECOUPE
EN CHINE

LIBRAIRIE
LA FORCE DU LIVRE
33 RUE HENRI LEVYNAUD LYON 1^{er}

MARDI AU VENDREDI 14H A 19H30, SAMEDI 10H A 19H30.

L'inauguration de l'exposition aura lieu le 10 mai à 18 h. Il y aura en plus des papiers découpés, des boissons et des petits gâteaux. Venez avec vos amis.

PARIS
MAI 68 - AU STUDIO ST-SÉVERIN
12, rue St-Séverin - Paris 5e

Depuis mercredi, huit films sur Mai 68 sont projetés à Paris au cinéma Saint-Séverin. Nous ne pouvons indiquer que les horaires de projection pour vendredi 5 mai. Ce jour-là, à partir de 14 h 10, et toutes les deux heures, sont projetés les films suivants :

- Le droit à la parole
- Mikono
- Le cheminot
- La reprise chez Wonder.

Nous reviendrons sur ces films dans un prochain numéro de notre journal.

LYON

AU CINÉMA FAMILIA
262, rue Duguesclin - Lyon

« Le Sahara n'est pas à vendre » de Jocelyne Saab
du 3 au 9 mai tous les jours à 18 h

« Tras os montes », de A Reis et M. Cordeiro du 10 au 16 mai, tous les jours à 18 h, 20 h, 22 h, et samedi et dimanche à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h et 22 h.

Le PCF n'ira pas à New-York

Une session spéciale des Nations Unies sur le désarmement va s'ouvrir à New-York le 23 mai. Elle n'est pas sans importance. Toutes les négociations entre les deux superpuissances, les USA et l'URSS, toutes les conférences internationales n'ont rien pu y changer : la course aux armements continue, s'accroît, surtout entre Washington et Moscou. Et pour cause : les USA et l'URSS préparent la guerre. S'ils parlent de désarmement et de « détente », c'est pour cacher ce fait.

La délégation française qui ira à New-York comporte en son sein un socialiste : Jean-Pierre Cot. Une délégation socialiste sera par ailleurs reçue par Giscard le 11 mai.

Entre l'actuel gouvernement et le PS, il y a au moins deux points communs qui permettent la constitution d'une telle délégation française à l'ONU. Tous deux sont d'accord sur l'idée de la « détente » et aussi pour critiquer dans une certaine mesure les conférences organisées par les Russes et les Américains et qui n'ont pour résultat que de renforcer l'hégémonie soviéto-américaine.

Quant au PCF ? Il est invité par Giscard pour le 12 mai, le lendemain de l'entretien du président de la République avec le PS. Mais aucun membre du PCF ne fait partie de la délégation française à l'ONU.

La raison en est simple. Le PCF est comme les autres partis bourgeois de droite ou de gauche, favorables à la « détente ». Mais une nuance d'importance le sépare de la majorité et du PS : les dirigeants du PCF sont des inconditionnels des rencontres, conférences et autres négociations internationales organisées par Moscou (ou Washington) sur le désarmement.

Ce point de divergence a été jugé assez important par le gouvernement pour ne pas associer le PCF à la délégation française à New-York. Et pourtant, il y a accord sur un point fondamental : prôner l'illusion de la « détente » en une période où objectivement on ne peut que constater que les deux superpuissances, URSS en tête, développent une course aux armements qui ne peut qu'inquiéter les peuples du monde entier.

Le vice premier ministre chinois à Marseille

La visite en France du Vice-Premier ministre chinois se poursuit. Elle devrait permettre de développer à la fois les rapports d'amitié et les rapports commerciaux entre les deux pays.

Jeudi, le Vice-Premier ministre, Ku-Mu a visité la RATP et l'aéroport de Roissy. Puis en fin d'après-midi, il a pris l'avion pour Marseille. Marseille est la première étape d'une tournée de plusieurs jours en province.

La délégation chinoise passera cinq jours dans la région des Bouches-du-Rhône, et visitera le Port autonome, le complexe industriel de Fos et les travaux d'irrigation de la société du « Bas Rhône Languedoc ».

Contre la menace d'expulsion d'un couple de petit paysans
RASSEMBLEMENT
DIMANCHE 7 MAI - AU PERCHE - DANS L'ORNE
A LA FERME DE LA LOUVETTERIE (SUR LA ROUTE
DE REMALARD-MOUTIERS).

A l'appel du comité de défense
Il est prévu un pique-nique, le spectacle de marionnette sur
la lutte de Wessafic, des chants, une prise de parole du
comité de défense.

Dans « PEKIN INFORMATION »

Tous les documents de la

Ve session de l'Assemblée nationale populaire
et de la Conférence consultative du peuple chinois
(Nos 10 et 11)

et de

La Conférence nationale sur les sciences
(No 13)

Le numéro : 1 F

L'abonnement d'un an : 30 F

Pour tout renseignement, écrire à :

E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 - Paris

Brejnev le mal aimé

10 000 policiers allemands pour protéger le dictateur

Durant tout son séjour en Allemagne de l'Ouest, Brejnev bénéficiera comme tout dictateur qui se déplace, d'un service de protection technique et policier absolument fabuleux.

Dix mille policiers sont sur le pied de guerre pour assurer à Bonn, puis à Hambourg, sa sécurité.

Parmi ceux-ci se trouvent la totalité des hommes du « GSG-9 », qui s'étaient illustrés en octobre dernier en libérant les otages du boeing « Landshut » à

Mogadiscio. Ils seront placés à tous les points stratégiques du parcours du chef de l'Etat de l'Union soviétique qui circulera, durant sa visite, à bord d'une « Mercedes » blindée, suivie d'un deuxième véhicule de même type pour parer à toute panne.

Plusieurs hélicoptères survoleront le cortège officiel au cours de tous les déplacements de l'hôte soviétique entre Bonn et sa résidence, le château de Gymnich, à une trentaine

de kilomètres de la capitale fédérale.

Le pont-levis du château ne s'abaissera d'ailleurs que pour laisser passer la délégation soviétique, les médecins de M. Brejnev et quelques uns de ses interlocuteurs. Trente gardes du corps surveillent la résidence.

Jeudi matin encore, des hommes-grenouilles ont plongé dans les eaux des douves du château à la recherche d'une bombe éventuelle. Depuis plusieurs jours aussi, un imposant cordon de policiers allemands interdit toutes les voies d'accès au château.

Les fenêtres donnant sur les caves de la demeure ont été blindées sur intervention des Soviétiques. Les caves sont remplies de quinze tonnes de matériel permettant au dirigeant soviétique une liaison télé-

phonique constante avec Moscou.

A Bonn, des milliers de policiers et d'inspecteurs en civil en rapport permanent avec un état-major composé de responsables du ministère de l'Intérieur, des différentes polices et de la sécurité soviétique ont pris position, dès l'aube de jeudi, dans les rues qu'empruntera le numéro un soviétique.

Ils contrôlent le trafic routier et des spécialistes du déminage vérifient chaque bouche d'égout. Tout a encore été prévu pour que les milliers de manifestants « pour les libertés en URSS » ne rencontrent pas jeudi, à Bonn, le cortège officiel, lors du dépôt par M. Brejnev d'une gerbe à la mémoire des victimes des guerres et de la dictature, dans les jardins de l'université.

Curiel abattu à Paris

Probable règlement de comptes

Henri Curiel, soupçonné d'être un espion au service du KGB soviétique et organisateur de réseaux terroristes, a été abattu jeudi par un commando d'extrême-droite, « Delta ». Il s'agit d'un règlement de compte des milieux de la mafia politique.

Curiel a été, après l'affaire Carlos de 1976, accusé de soutenir des réseaux terroristes comme l'« Armée rouge japonaise », le groupe de Carlos lui-même et de faire travailler ces groupes armés au service des intérêts russes par l'intermédiaire du KGB.

Lors de l'affaire Schleyer, le patron des patrons allemands assassiné par la bande à Baader, la DST qui ne cessait de surveiller Curiel depuis des années avait demandé, en octobre dernier, son assignation à résidence à Dignes.

Curiel avait fait appel de cette mesure et le ministre de l'Intérieur avait fait reporter cette décision.

Quant au groupe « Delta », il s'est manifesté, on s'en souvient, pour la première fois, le 2 décembre 1977, en assassinant Laid Sebaï, gardien du siège de l'« Amicale des Algériens en Europe », à Paris.



Ce groupe d'extrême-droite qui se recommande de l'OAS a revendiqué depuis cette date deux attentats contre des foyers Sonacotra (à Strasbourg, le 11 décembre dernier, et à La Garde, dans le Var, le 14 décembre).

Le même groupe « Delta » a revendiqué par la suite un attentat contre la Maison des syndicats de Cambrai, dans le Nord, le 26 décembre, puis contre le maire PCF de Marcoling (près de Cambrai), le 30 décembre.

Enfin, les tueurs de « Delta » ont refait parler d'eux au mois de mars de cette année. Le 13, en posant un explosif dans les locaux de l'« Amicale des Algériens en France », à Toulon et le 24 en plaçant une charge explosive dans les locaux du PCF du quartier de La Garde, à Toulon également.

Le coup de téléphone revendiquant l'assassinat de Curiel, jeudi, précise que Curiel a été abattu, entre autres, pour ses activités d'agent du KGB.

Il est toujours difficile de dire qui est qui et qui fait quoi dans ces milieux où espions, agents de renseignements et terroristes se côtoient et se mélangent. Une chose est sûre toutefois : Curiel n'était en rien un « théoricien de la révolution », même s'il se réclamait « du marxisme-léninisme orthodoxe ».

31,50 F par jour pour loger dans un wagon

C'est ce que payent en fait les travailleurs immigrés de l'entreprise Dehe, qui sous-traite à la SNCF la dépose des vieux rails.

Vingt-cinq travailleurs immigrés travaillent sur un chantier à proximité de Dijon. Logés dans des conditions lamentables, ils perçoivent 42 F par jour de frais de déplacement, alors que leurs collègues qui logent à l'hôtel touchent 73 F. Faites la différence et vous verrez combien coûte le logement à 25 dans deux vieux wagons !

C'est pour obtenir une

augmentation de leur indemnité de déplacement, ainsi que le 13e mois, que les travailleurs se sont mis en grève illimitée avec leurs camarades du chantier principal de Mâcon.

Ils sont déterminés à obtenir satisfaction, et pour faire connaître leur lutte, ils ont manifesté le 1er Mai dans Dijon, avec des mots d'ordre combatifs sur l'unité et la solidarité de la classe ouvrière.

Correspondant HR
après discussion
avec les grévistes.

Le procès de la légitime défense

Le 5 décembre 1976, Michel Godard, restaurateur à la Feuillie (Seine-Maritime) tuait d'un coup de feu l'un de ses clients, un jeune homme en état d'ivresse qui menaçait d'un crie. Il était condamné en janvier à un mois de prison avec sursis et cinq millions d'anciens francs d'amende par le tribunal correctionnel de Dieppe.

Il repasse en jugement devant la cour de Rouen. L'avocat des parents de la victime s'est attaché à démontrer qu'il

n'y avait pas en fait légitime défense puisque le restaurateur n'était pas menacé personnellement et l'avocat général lui-même a déclaré « Il ne faut pas que chacun puisse rendre sa justice, sinon on aboutira à des meurtres genre Far-west ». Rappelons qu'une association intitulée « Légitime défense » regroupant des policiers et des juges notamment s'est constituée dans le but de soutenir des gens inculpés pour homicide et qui prétextent la légitime défense pour se justifier.